



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Un an après Lubrizol, faisons payer les capitalistes !

Bulletin du NPA Poste - 23 septembre 2020



Un rapport de l'ONG Oxfam publié en début de semaine

l'affirme : depuis trente ans, 1 % la population mondiale (la partie la plus riche) a émis deux fois plus de gaz à effet de serre que les 50 % les plus pauvres de l'humanité. Mais c'est bien cette seconde moitié qui fait les frais de la crise environnementale, de la montée des eaux, des aléas météorologiques les plus extrêmes, sans parler de la pollution de l'air et de l'eau. Cette réalité se vérifie tant à l'échelle mondiale qu'à celle de chaque pays et région.

Le capitalisme, un système irresponsable

Il y a un an, le 26 septembre 2019, l'usine chimique Lubrizol de Rouen et des entrepôts se trouvant à proximité étaient touchés par un incendie ravageur. Même si le nuage de pollution s'est déplacé à des dizaines de kilomètres à la ronde, sans faire de distinction dans la population qu'il survolait, ce sont bien sûr les travailleurs et travailleuses habitant à proximité des zones industrielles qui se sont trouvés le plus en danger... Et certainement pas le propriétaire de l'usine, le multi-milliardaire Warren Buffett !

À Rouen, le collectif unitaire « *Plus jamais ça* » appelle à manifester le jour de l'anniversaire de l'incendie. Pour le moment, aucun suivi de la santé de la population n'a été mis en place, ce qui serait un minimum pour agir en conséquence. Quant aux mesures de sécurisation des sites industriels, elles semblent bien dérisoires pour espérer prévenir de futurs accidents.

D'ailleurs, depuis un an, d'autres sites normands classés Seveso, comme Lubrizol, ont connu des incidents inquiétants : le 14 décembre, une pompe de pétrole a pris feu dans la raffinerie Total de Gonfreville-l'Orcher, le 13 mars une explosion a eu lieu dans l'usine d'agrocarburants SAIPOL à Grand-Couronne, suivie d'un incendie, le 25 juillet, un incident électrique s'est déclaré dans l'usine chimique Borealis de Grand-Quevilly, entraînant un important dégagement de fumée jaune...

Pour notre santé et notre sécurité : à nous de décider !

Rien d'étonnant à ce que cela continue : ce ne sont ni les Warren Buffet, ni les Emmanuel Macron qui imposeront des normes trop contraignantes à la production capitaliste ! Seuls ceux et celles qui n'ont pas de profits à protéger y ont intérêt... c'est-à-dire la majorité de la population !

C'est bien à nous toutes et tous de mettre cette économie sous contrôle. Qui peut prétendre avoir une meilleure expertise pour déterminer les mesures et les normes à appliquer que les travailleurs et les travailleuses du secteur ? Comment mettre fin à la folle course aux profits, sinon en mettant l'entièreté du secteur des industries dangereuses sous contrôle de la population ?

Cela nécessite d'en exproprier les rapaces qui s'enrichissent sur le travail du plus grand nombre et se gavent au passage de subventions publiques. Ainsi, la grande majorité pourra-t-elle déterminer quelles activités sont nécessaires... et lesquelles pourraient être remplacées par des productions bien plus utiles et respectueuses de nos vies.

Pour un "tous ensemble" à La Poste

Plus de 80% des CHSCT du courrier ont rejeté la nouvelle réorg nationale liée à l'instauration du samedi sur 2. Toutes les organisations syndicales ont pris position contre ce même projet le 13 septembre dernier. Les fédérations SUD et la CGT ont chacune adopté des déclarations en faveur d'une action nationale. Mais aucune initiative concrète n'a été prise pour l'instant. À quand une première date de grève ? À quand un plan de bataille pour vraiment empêcher les réorgs et arracher une augmentation de salaires ?

Succès du meeting contre la répression à la Bourse du Travail de Paris

C'était le 16 septembre dernier : des militantes et militants de la Santé, de l'Éducation, de la RATP, de la SNCF, de La Poste, étudiants, de Pôle Emploi, de l'inspection du Travail mais aussi de plusieurs organisations politiques se sont regroupées pour dénoncer ensemble la répression. La salle de la Bourse du Travail était pleine, et la vidéo du meeting a fait plus de 116 000 vues. Un collectif s'est formé, et la possibilité d'une telle riposte collective contre la répression est désormais bien là !

2,3 milliards de bénéfices nets

Vous avez bien lu : La Poste s'est mise 2,3 milliards dans la poche au premier semestre 2020. À entendre les discours alarmistes sur la "baisse du trafic", on n'a l'impression que La Poste est en faillite... L'argument des patrons pour justifier les réorgs malgré ce chiffre : "*oui mais c'est une hausse ponctuelle liée au rachat de La Banque Postale par la CNP*". Et alors ? Tout comme la santé ou l'éducation, nos activités ne sont pas faites pour être rentables mais pour rendre un service de qualité à l'ensemble de la population. Si La Poste dégage des bénéfices, ils doivent profiter aux postiers, aux postières et à la population !

«Trop couvertes» ou «pas assez», c'est aux femmes de décider !

Lundi dernier des lycéennes se mobilisaient contre les règlements vestimentaires qui, sous prétexte d'éviter des tenues "provoca-

trices", les empêchent de se vêtir comme elles le souhaitent. Depuis vendredi, une syndicaliste de l'Unef, parce qu'elle est voilée, devient la cible des islamophobes de LR et LREM. Ce gouvernement s'acharne depuis la rentrée pour diffuser sa morale raciste et sexiste. Depuis la rentrée, les politiciens réactionnaires passent à tour de rôle dans les médias. Les mêmes qui veulent nous faire payer la crise, veulent nous imposer leur morale ! Ce n'est pas à eux, ceux-là même qui répandent au quotidien la misère sociale, d'imposer comment les femmes doivent s'habiller ou se comporter.

Reprenons la rue ! C'est dans la lutte contre ce système capitaliste qui perpétue ce discours qu'on pourra s'émanciper de toutes les formes d'oppressions.

Solidarité avec Vincent, militant CGT FAPT 78, mis à pied pour 3 mois !

Notre camarade Vincent de la CGT des Yvelines passait en conseil de discipline le 31 août accusé de griefs tous aussi ahurissants les uns que les autres, La Poste cherchant à faire taire une équipe syndicale qui anime les luttes contre les restructurations. La sanction vient de tomber, il écope de 3 mois de mise à pied. Pour soutenir Vincent, n'hésitez pas à verser à la caisse de solidarité en ligne sur «*le pot commun*» ou envoyez vos dons en chèques à : Solidarité avec Vincent, CGT FAPT 78, 24 rue Jean Jaurès, 78190 TRAPPES. Faisons vivre la solidarité et montrons à la boîte qu'on sait faire front contre la répression !

Prime COVID, double arnaque pour nos collègues intérimaires

Non seulement le montant dérisoire de la prime covid pour les personnels ayant travaillé pendant la période du confinement est scandaleux, mais en plus nos collègues intérimaires ont le plus grand mal à réussir à la percevoir. En effet, dans nombre de centres La Poste et les agences d'intérim se renvoient la balle et invoquent des problèmes techniques pour essayer de ne pas la verser. Nos collègues intérimaires doivent percevoir leur dû, hors de question qu'on essaie de les arnaquer !



Nouveau Parti Anticapitaliste
secteur Poste